



**ARRETE MUNICIPAL PRESCRIVANT LA
MODIFICATION N°1 DE DROIT COMMUN
DU PLAN LOCAL D'URBNISME- PLU -**

Madame le Maire de la Commune de LA ROQUE-ESCLAPON,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-41 à L 153-44 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles du chapitre III du titre II du livre Ier ;

Vu le PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 octobre 2019,

ARRETE

ARTICLE 1er :

Il sera procédé à la modification n°1, de droit commun, du Plan Local de l'Urbanisme en vigueur.

Cette procédure se déroulera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et en particulier ses articles L 153-41 à L 153-44.

ARTICLE 2eme :

La procédure de modification n°1 poursuivra plusieurs objectifs :

2.1 Ajouts d'emplacements réservés dans le but d'acquérir du foncier pour faciliter l'activité économique liée au vol libre.

2.2 Compléter le règlement en vue de valoriser l'activité agricole en secteurs As et en zone N, d'identifier les parties de parcelles constructibles en zone UCr soumise au ruissellement pluvial (quartier La Ferrage), de favoriser l'implantation d'équipements d'intérêt collectifs en zone UL, et d'apporter des précisions relatives à l'aspect extérieur des constructions en toutes zones, et notamment en précisant les conditions d'implantation des équipements d'énergie renouvelables et en intégrant la palette chromatique du CAUE.

Considérant que les pièces correspondantes du dossier de PLU devront être mises à jour : Le règlement, la liste des Emplacements Réservés, les plans de zonage. Une notice de présentation des modifications apportées sera ajoutée au dossier afin de justifier la procédure.

ARTICLE 3 eme :

La procédure de modification n°1 appliquera les modalités de la concertation définies ci-après :

- Le projet de modification sera mis à disposition du public accompagné d'un livre blanc.
- Le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées.
- La Mission Régionale d'Autorité Environnementale sera sollicitée au titre de l'examen au cas par cas, sur l'éligibilité ou non de la procédure à évaluation environnementale.
- Le projet de modification sera notifié au président de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF).
- Il sera demandé à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon de désigner un Commissaire Enquêteur afin de soumettre les modifications envisagées à enquête publique.
- Un avis sera publié dans deux journaux locaux et affiché en mairie 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique. Cet avis sera répété dans les 8 premiers jours de l'enquête.
- Une enquête publique sera organisée, d'une durée minimale de trente jours.
- A l'issu de l'enquête, et à la réception du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le projet de modification éventuellement modifié au vu des avis des personnes publiques associées et des conclusions du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 4 eme :

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie pendant 1 mois.

Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparent dans un journal des annonces légales diffusé dans le département.

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à Monsieur le Préfet du Var.

Fait à La Roque-Esclapon, le 23 Janvier 2023.

**Le Maire,
Nathalie PEREZ LEROUX**



**Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture**

le 26 JAN. 2023

et publication ou notification

le 26 JAN. 2023

Le Maire,



